

# Le DROIT OUVRIER

**DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SECURITE SOCIALE**

## Sommaire

### DOCTRINE

**Patrice Adam** : Harcèlement moral : pleins feux sur l'obligation patronale de prévention.

**Franck Héas** : Les contraintes formelles encadrant l'exécution de l'obligation patronale de reclassement en cas de licenciement pour motif économique.

### *Représentativité : des enjeux*

**Caroline Luquet de Saint Germain** : La place de la représentativité syndicale après l'adoption du principe majoritaire.

**Pascal Rennes** : Représentativité syndicale et réalité des droits collectifs.

### JURISPRUDENCE

*voir notamment*

La détermination du point de départ pour exercer le droit d'opposition à un accord collectif d'entreprise.

**Tribunal de grande instance de Nanterre (2<sup>e</sup> ch.) 9 juin 2006** - Note Isabelle Meyrat (p. 32)

Débrayages successifs et préavis unique dans les services publics.

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 juin 2006** - Note Francis Saramito (p. 36)

La répression pénale de la dissimulation de licenciements collectifs.

**Tribunal de grande instance de Lyon (16<sup>e</sup> ch. corr.) 24 mars 2006** - Note Stéphane Ducrocq (p. 38)

Habillage, déshabillage, blanchissage : les délicates questions de l'indemnisation des salariés soumis au port de vêtements professionnels.

**Cour d'appel de Versailles (1<sup>re</sup> Ch. 1<sup>re</sup> sect.) 29 juin 2006 ; Cour d'appel de Lyon (Ch. Soc.) 27 janvier 2006** - Note Isabelle Taraud (p. 42)

Rémunération conventionnelle du travail de nuit : une volte-face de la Cour de cassation ?

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 juin 2006 (deux espèces)** - Note Nathalie Bizot (p. 47)

### CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Arrêts récents de la Cour de cassation résumés par **Thierry Tauran** (pp. 3 et 4 de la couverture)



**REVUE JURIDIQUE DE LA CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL**

263, RUE DE PARIS, 93516 MONTREUIL CEDEX - www.cgt.fr

**Doctrine :**

<b>Harcèlement moral : pleins feux sur l'obligation patronale de prévention</b> (C. app. Dijon (Ch. soc.), 20 avril 2006, Société GMT contre Mme Thieblemont), par <b>Patrice Adam</b> , Maître de conférences en droit privé, Université Nancy 2, Chercheur au CERIT-CRDP .....	1
ANNEXE : HARCELEMENT MORAL – Condamnation judiciaire du supérieur hiérarchique – Demande de mutation de la victime – Refus de l'employeur – Absence de la salariée – Licenciement disciplinaire – Obligation de l'employeur de proposer un autre poste – Violation.	
<b>COUR D'APPEL DE DIJON (Ch. soc.) 20 avril 2006</b> .....	4
<b>Les contraintes formelles encadrant l'exécution de l'obligation patronale de reclassement en cas de licenciement pour motif économique</b> , par <b>Franck Héas</b> , Maître de conférences à l'université de Bretagne-sud .....	6
ANNEXE : LICENCIEMENT POUR MOTIF ECONOMIQUE – Obligation de reclassement – Mise en œuvre – Existence d'offres écrites et précises proposées au salarié – Absence – Violation de l'obligation.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 20 septembre 2006</b> .....	10
<b>La place de la représentativité syndicale après l'adoption du principe majoritaire</b> , par <b>Caroline Luquet de Saint Germain</b> , Docteur en Droit .....	11
<b>Représentativité syndicale et réalité des droits collectifs</b> , par <b>Pascal Rennes</b> , Directeur du Travail honoraire ....	20

**Documents :**

Position commune des confédérations CFDT et CGT sur la représentativité des organisations syndicales et la validation des accords collectifs .....	30
Autorisations uniques de la CNIL de mise en œuvre de dispositifs biométriques .....	31

**Jurisprudence :**

ASSURANCES SOCIALES – Assurance vieillesse – Demande de liquidation de la pension – Preuve de son envoi à la Caisse – Absence de force probante d'un accusé de réception de la Poste.	
<b>COUR DE CASSATION (2<sup>e</sup> Ch. civ.) 18 janvier 2006</b> .....	32
CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Accords d'entreprise – Droit d'opposition – Exercice – Délai – Point de départ.	
<b>TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE (2<sup>e</sup> Ch.) 9 juin 2006</b> .....	32
<b>Note Isabelle Meyrat</b> .....	34
ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ – Liquidation – Cession à un repreneur – Transfert international d'entreprise – Salarié admis à l'assurance chômage avant la cession – Circonstance n'empêchant pas la poursuite du contrat de travail avec le cessionnaire – Application de l'article L. 122-12 du Code du travail.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 28 mars 2006</b> .....	35
<b>Note Francis Saramito</b> .....	35
GRÈVE – Services publics de transport – Préavis successifs portant sur 55 minutes d'arrêt de travail par jour sur une période de cinq jours – Licéité d'un préavis unique portant sur des arrêts de travail d'une durée limitée étalés sur plusieurs jours – Absence de négociation non imputable au syndicat – Demande patronale en suspension du préavis rejetée.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 7 juin 2006</b> .....	36
<b>Note Francis Saramito</b> .....	37
LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Licenciement collectif de plus de dix salariés – Dissimulation – Fractionnement en licenciements individuels et en départs négociés – Défaut d'information de l'autorité administrative – Infraction constituée.	
<b>TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE LYON (16<sup>e</sup> Ch. corr.) 24 mars 2006</b> .....	38
<b>Note Stéphane Ducrocq</b> .....	40
PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Organismes de Sécurité sociale – Conseils d'administration – Membres salariés – Temps passé à l'exercice de leur fonction – Assimilation à une durée de travail effectif – Article L. 231-9 du Code de la Sécurité sociale.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 31 janvier 2006</b> .....	40

TEMPS DE TRAVAIL – Habillage – Port obligatoire d'une tenue (deux espèces) – Déplacement en tenue du vestiaire à la pointeuse – Temps de travail effectif (première espèce) – Participation de l'employeur à l'entretien des vêtements (deuxième espèce).

<b>Première espèce : COUR D'APPEL DE LYON (Ch. Soc.) 27 janvier 2006</b> .....	42
<b>Deuxième espèce : COUR D'APPEL DE VERSAILLES (1<sup>re</sup> Ch. 1<sup>re</sup> sect.) 29 juin 2006</b> .....	43
<b>Note Isabelle Taraud, Avocate au Barreau de Seine-Saint-Denis</b> .....	44

TEMPS DE TRAVAIL – Travail de nuit – Compensations pécuniaires instaurées par voie conventionnelle – Application immédiate de dispositions d'ordre public nouvelles – Effet (deux espèces).

<b>Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 21 juin 2006</b> .....	47
<b>Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 21 juin 2006</b> .....	47
<b>Note Nathalie Bizot, Union locale CGT de Castres</b> .....	48

TRANSFERT D'ENTREPRISE – Entité économique autonome – Défaut – Transfert illicite – Sanctions (deux espèces) - Perte d'une chance de reclassement – Manquement à l'exécution loyale du contrat de travail – Indemnisation spécifique (première espèce) – Réintégration (non) – Indemnisation au titre de l'absence de cause réelle et sérieuse (oui) (deuxième espèce).

<b>Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 21 juin 2006</b> .....	50
<b>Deuxième espèce : 1) COUR D'APPEL DE PARIS (18<sup>e</sup> Ch. D) 28 juin 2005</b> .....	51
<b>2) COUR D'APPEL DE PARIS (18<sup>e</sup> Ch. D) 23 mai 2006</b> .....	53
<b>Note Arnaud de Senga</b> .....	53

# Le Code du travail et son CD

*Un seul clic vous ouvre l'article correspondant avec jurisprudence et commentaire parus dans la RPDS*



Un Code du travail de l'année en cours se révèle un instrument indispensable à tous ceux, syndiqués ou non, pour qui la défense des droits des salariés est devenue un souci quotidien. En effet, les nombreuses modifications qui affectent le droit du travail obligent, non seulement les praticiens, mais aussi l'ensemble des salariés, à se tenir constamment informés des évolutions légales et réglementaires.

Depuis l'édition de 2005, ce n'est pas moins de 17 lois, 6 ordonnances et 60 décrets qui ont modifié, parfois en profondeur, certains aspects du droit du travail utilisé comme un levier de la réforme libérale de la société. Cette nouvelle édition intègre ainsi l'ensemble des nouveaux textes parus depuis la loi du 31 mars 2005 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise jusqu'au décret du 22 février 2006 relatif à la répression du travail illégal.

## ... et la version commentée sur CD-Rom

Vous pouvez aussi acquérir, **en complément de la présente édition**, un CD-Rom (dont la navigation a été améliorée) qui intègre, en plus du texte du code du travail (à jour au 6 avril 2006), **la jurisprudence publiée et commentée depuis dix ans par la Revue Pratique de Droit Social (RPDS)** ainsi que plus de 1200 arrêts en version intégrale et des centaines de jugements de tribunaux, conseils de prud'hommes ou cours d'appel cités en référence.



Windows 98 / NT2000 / XP. Mémoire recommandée : 96 Mo de RAM.

**Pour toute commande : [www.librairie.nvo.com](http://www.librairie.nvo.com)**